

Une croissance au ralenti l'année prochaine

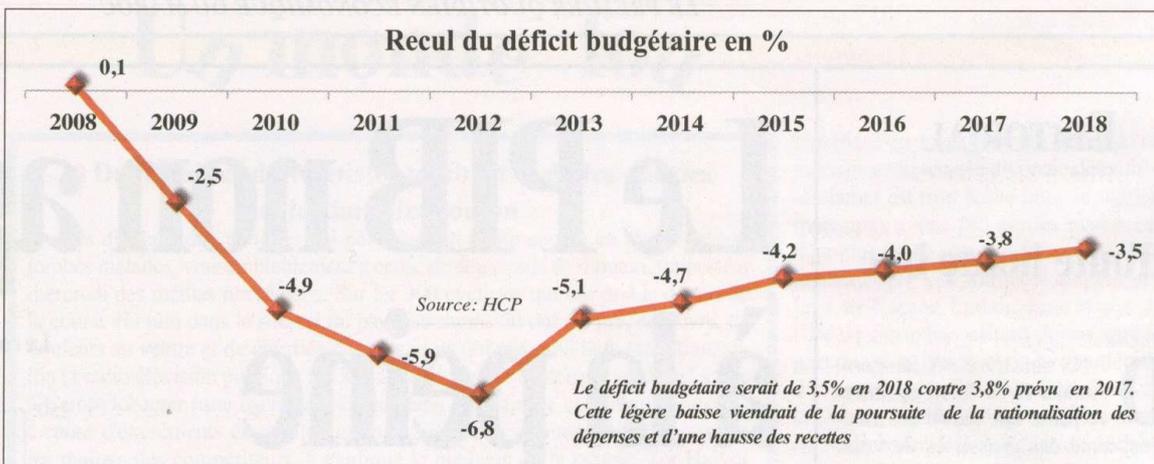
• Le HCP prévoit 2,9%, soit 1,1 point de moins qu'en 2017

• Légère reprise de la demande extérieure

• Le taux de chômage baisserait de 0,5 point en 2018 à 10,2%

LA poussée de la croissance à 4% prévue pour 2017 par le Haut commissariat au plan ne risque pas de se maintenir l'année prochaine. Les premières projections, qui se basent sur l'hypothèse d'une campagne agricole moyenne, d'un cours du pétrole de 56 dollars et d'une amélioration de la demande adressée au Maroc de 4%, laissent entrevoir un coup de frein.

La croissance va ralentir à 2,9% sous l'effet d'une baisse de la valeur ajoutée agricole et d'une hausse modérée des



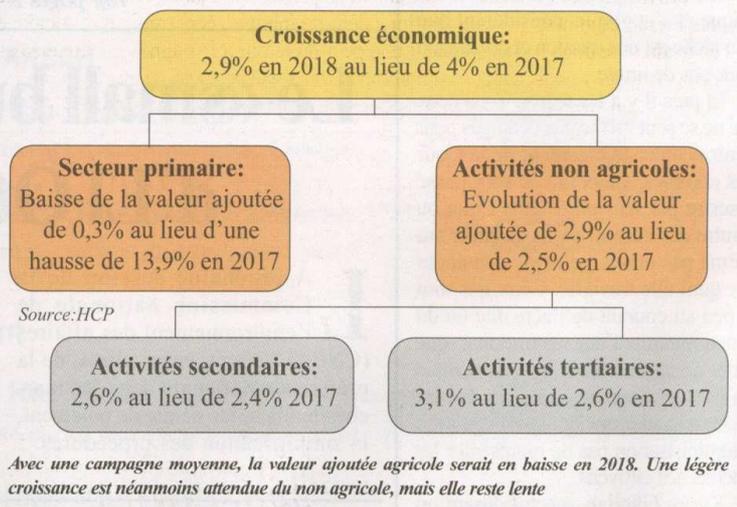
autres secteurs. Dans le détail, une production céréalière moyenne se traduirait par un effondrement de l'activité primaire: recul de 0,3% contre une hausse de 13,9% en 2017. Néanmoins «la consolidation des activités des autres cultures et de l'élevage vont atténuer le fléchissement de la production

céréalière», explique Ayache Khellaf, directeur de la prévision et de la prospective au HCP (voir aussi page 3).

Les secteurs secondaire et tertiaire connaîtraient une croissance modérée de la valeur ajoutée: 2,9% au lieu de 2,5% en 2017. Un niveau qui reste inférieur à la moyenne enregistrée sur la période 2008-2012. Cette croissance modérée est attribuée à la reprise de la demande adressée au Maroc (même si elle est jugée lente) alors que la demande intérieure ralentit. Celle-ci continuera à soutenir l'activité en 2018, mais sa contribution à la croissance

de la demande extérieure redeviendra positive: 0,2 point contre un recul du même ordre en 2017. Le HCP s'attend à une hausse plus importante du volume des exportations (6,9%) que des importations (4,9%). Aux prix courants, les exportations devraient augmenter de 5,7% et les importations de 5,2%. Ce qui se traduirait par le maintien du déficit en ressources à 13,6% du PIB alors que le déficit commercial (en dehors des échanges de services) se maintiendrait à près de 18,8% du PIB. Une situation qui suscite les commentaires du Haut commissaire au plan: «Le faible

La croissance dépend toujours de la pluviométrie



sera moins élevée: 2,7 points contre 4,3 points en 2017. Ainsi, la consommation finale nationale devrait augmenter de 3% et participer pour 2,3 points à la croissance économique en 2018.

A elle seule, la consommation des ménages augmenterait de 3,2% en volume et contribuerait à hauteur de 1,8 point à la croissance du PIB. L'investissement brut s'accroîtrait en volume (1,2%) et sa contribution à la croissance ne dépasserait pas 0,4 point contre 1,7 point en 2017. L'année prochaine, la contribu-

niveau de diversification et de compétitivité de l'offre nationale se retrouve au cœur des fragilités de la demande, laquelle continuerait à être le moteur de la croissance». Elle aura un impact notamment sur l'emploi et accentuera la dépendance de la demande intérieure des importations. En tout cas, le taux de chômage pourrait rester au-dessus de la barre des 10%: 10,2% en 2018 contre un taux prévu de 10,7% en 2017 et 9,6% en 2016. □

K. M.

